



COMMUNIQUE DE PRESSE

N°02 - 19 janvier 2016

Démographie Baisse de la fécondité : la plus importante depuis 20 ans !

Les chiffres 2015 de la démographie sont publiés aujourd'hui et confirment une chute de la fécondité et des naissances. De 2,01 à 1,96 enfant par femme, c'est la plus importante baisse annuelle en 20 ans. L'UNAF n'est pas surprise car, depuis des années, elle ne cesse d'alerter les pouvoirs publics sur les conséquences des remises en question répétées de la politique familiale sur la confiance des familles... et donc sur la natalité.

La chute de la fécondité de 2,01 à 1,96 enfant par femme est la principale cause de cette baisse de 20 000 naissances. Les mécaniques statistiques (comme la baisse du nombre de femme en âge de procréer) ne sont cette année qu'un facteur secondaire et n'expliquent pas le changement de comportement des familles.

Pour l'UNAF, le décrochage était prévisible : si, grâce à sa politique familiale, la natalité française résistait jusqu'alors, ses remises en cause répétées et massives ont fini par entamer la confiance des familles et par réduire la réalisation de leurs projets familiaux.

Réaliser son désir d'enfant : une question de confiance

En 2013, l'UNAF a mené l'enquête auprès des familles : après la stabilité affective, c'est la stabilité économique de la famille (logement, emploi, revenus) qui permet la réalisation du désir d'enfant. Or, malgré la crise et contrairement à d'autres pays confrontés aux mêmes difficultés, la natalité française n'avait pas baissé. La politique familiale était une référence solide et consensuelle sur laquelle les familles pensaient pouvoir compter.

Le lien entre politique familiale et naissances

En effet, même si le lien n'est pas mécanique, les études recensées sur le sujet concluent à l'effet positif des politiques d'aide aux familles sur la fécondité.

Démonstration tangible : en 1994, alors que le taux de fécondité par femme était tombé à 1,68, c'est bien la construction d'une politique volontariste composée d'allocations familiales, de mesures en faveur de la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle, de mesures fiscales qui a, en quelques années, permis d'inverser durablement la courbe.

La stabilité de la politique familiale est un paramètre essentiel pour que les parents et futurs parents se projettent dans l'avenir et concrétisent, avec confiance, leurs projets familiaux.

Une politique familiale fragilisée

La politique familiale portait ses fruits et constituait un bouclier qui faisait de la France une exception en Europe. Alors que c'était une politique publique reconnue pour son efficacité, elle a, paradoxalement, fait l'objet de nombreuses coupes drastiques.

Au fil des années, le décalage n'a cessé de se creuser entre les déclarations positives sur la réussite et l'utilité de la politique familiale, et la réalité des décisions qui conduisent à en réduire la portée.

Dès 2008, la branche famille a artificiellement été mise en déficit par des transferts de charges provenant de la branche vieillesse et des réformes de son financement et depuis 5 années, les efforts demandés aux familles pour résorber ce déficit organisé se succèdent à rythme répété et dans une ampleur inédite. Près de 2,63 milliards d'euros perdus depuis 2013. Rien qu'entre 2013 et 2015, les aides pour la petite enfance de la CNAF ont baissé de près de 600 millions d'euros. Sans compter les mesures dont l'impact va s'accroître comme la réduction du congé parental d'éducation.

Autant de réductions ciblées sur les familles qui ont fini par entamer leur confiance.

Au-delà de l'enjeu public en termes de dynamisme économique ou encore d'équilibre des retraites, c'est le bien-être des familles qui est en cause : leur désir d'enfant est intact mais leur confiance est atteinte. Il est encore temps de réagir !

L'Union Nationale des Associations Familiales est l'institution nationale chargée de promouvoir, défendre et représenter les intérêts de l'ensemble des 18 millions de familles vivant sur le territoire français, quelles que soient leurs croyances ou leur appartenance politique. www.unaf.fr. Contact presse : Laure MONDET 01 49 95 36 05